

Venezuela : les pompiers-pyromanes

vendredi 18 août 2017, par [BEAUDET Pierre](#) (Date de rédaction antérieure : 17 août 2017).

On pourrait s'inquiéter des menaces que le président Trump vient de proférer contre le Venezuela, si on ne tenait pas compte de la confusion actuelle à Washington. Les États-Unis, déjà en déclin depuis les débâcles des néoconservateurs Bush et Cheney, sont aujourd'hui incapables de se démêler des crises en cascades qui leur tombent dessus. Il est donc improbable que les Marines débarquent bientôt à Caracas.

De la doctrine Monroe à l'interventionnisme militaire

On ne peut cependant pas sous-estimer la volonté des États-Unis de reconstituer ce qui était jusqu'à récemment leur « pré-carré ». En déclarant que l'ensemble de l'hémisphère devait rester obligatoirement sous l'emprise des États-Unis, l'ancien président James Monroe avait inauguré un cycle d'interventions au sud du Rio Grande, à partir de l'invasion du Mexique jusqu'aux opérations militaires en Haïti, à Cuba et au Nicaragua. Plus tard lors de la guerre froide, les États-Unis ont participé aux renversements des gouvernements élus au Guatemala, en République Dominicaine, au Brésil, au Chili et en Argentine. Ils ont mené des opérations militaires contre le Nicaragua, le Salvador et évidemment contre Cuba, tout en envahissant au tournant des années 1980 la Grenade et Panama. Cette énumération partielle illustre une politique étrangère très agressive pour s'assurer le contrôle des ressources, la fiabilité des oligarchies locales et l'élimination de projets visant à porter la bannière de la souveraineté.

Confrontations

Dans les Amériques, la bataille est rude depuis une vingtaine d'années. Le projet impérial de constituer une « zone de libre échange pour les Amériques » a été contesté, d'abord par les peuples, ensuite par les gouvernements progressistes qui ont enclenché de vastes réformes sociales. De nouvelles politiques de développement social, à l'encontre des politiques imposés dans les années par les États-Unis, la Banque mondiale et le FMI, ont réorienté les priorités, au détriment des oligarchies locales qu'avait appuyé Washington pendant longtemps. Après l'enterrement du projet américain en 2004, plusieurs gouvernements relançaient des projets d'intégration régionale pensés par et pour le sud, tels le Mercosul, l'Alba, l'Unasur, pour favoriser le développement et accroître les échanges entre les pays en question. Face à cela, les États-Unis, de même que le Canada, ont promu des accords bilatéraux avec des États susceptibles d'accepter le leadership américain, notamment la Colombie où sévissait à l'époque une guerre civile où les États-Unis ont joué un rôle décisif auprès du gouvernement colombien.

L'enjeu du Venezuela

Pendant une décennie, les partisans d'une souveraineté latino, avec notamment Hugo Chavez, ont triomphé, surtout après l'échec du coup d'Etat qui, avec l'appui des États-Unis, a tenté de le renverser en 2002. Washington visiblement n'aimait pas le rôle joué par le Venezuela pour rallier la région dans un projet souverainiste. Ils voyaient que Caracas devenait plus influent dans la région, en partie par les vastes projets de coopération impulsés par le Venezuela, en partie par les efforts de Chavez pour constituer un bloc politique contre la domination des États-Unis, ce que Chavez a baptisé de projet « bolivarien ». Important pays producteur de pétrole qui exporte la majeure partie

de ses ressources vers les États-Unis, un Venezuela souverainiste ne pouvait pas être toléré.

Le basculement

Au début de cette décennie, le rapport de forces s'est modifié. La chute brutale des prix du pétrole et du gaz a privé le Venezuela, mais aussi le Brésil, l'Équateur et la Bolivie, d'importantes ressources. Le décès de Chavez en 2013 a créé un vide dans un contexte où de nouvelles institutions durables n'ont pas été mises en place. L'élite locale qui avait appuyé le coup d'État de 2002 s'est lancée dans une opération de déstabilisation de longue durée, avec l'appui d'institutions spécialisées des États-Unis, comme le National Endowment for Democracy. Les erreurs des successeurs de Chavez, notamment la propension à violer les règles démocratiques, ont renforcé cette stratégie qui proposait un « *regime change* », c'est-à-dire une transformation plus en profondeur, pour éradiquer une fois pour toutes le projet bolivarien. Ce combat politique a été complété par des actions pour déstabiliser l'économie et envenimer le climat de violence sévissant à Caracas où l'opposition a alimenté des groupes militarisés. Diverses tentatives de négociation ou de médiation, y compris celle du Pape François, ont échoué. L'opposition reste intransigeante, forte d'une base arrière bien organisée à Washington et à Miami.

L'année de tous les dangers

Aujourd'hui, le pays est à deux doigts d'une catastrophe sans retour. L'extrémisme de l'opposition nourrit un sentiment de forteresse assiégée au niveau du gouvernement Maduro dont les dérives autoritaires se multiplient. Isolé des nouveaux gouvernements de droite en Argentine et au Brésil, coincé par la Colombie qui cache mal ses ambitions de devenir un hégémon régional tout en restant l'allié privilégié des États-Unis, le Venezuela se retrouve dans une posture très fragile. Les États-Unis espèrent qu'une fraction de l'armée va finir par se détacher du gouvernement et, avec l'appui de l'opposition, imposer un vigoureux « *regime change* ». C'est précisément à cause de cela qu'une partie importante du peuple vénézuélien, pourtant de plus en plus critique devant la malgestion du gouvernement Maduro, n'appuie pas une opposition qui promet beaucoup de répression et l'éradication des acquis sociaux du processus bolivarien.

C'est aux Vénézuéliens de trouver la solution

Les néoconservateurs aux États-Unis et leurs alliés de droite ailleurs font une campagne sans répit contre le Venezuela, au nom de la « démocratie » et des « droits » qu'ils n'ont cessé de violer depuis des décennies. L'Organisation des États américains, mise en place par Washington pour gérer « ses » affaires continentales, s'ajoute à ce concert qui exagère les responsabilités des uns pour minimiser celles des autres. Il revient au peuple vénézuélien de trouver les solutions à sa crise, et non à un Empire en déclin qui a mené ces dernières années une grande partie du monde dans une impasse totale.

Pierre Beudet

Université du Québec en Outaouais
